

Art. 9. A l'article 4, B, de l'arrêté royal susmentionné du 21 avril 1977, la première phrase est remplacée par la disposition suivante :

« B. La reconnaissance comme ouvrier portuaire du contingent général ou complémentaire prend automatiquement fin »

Art. 10. In fine de l'article 4, B, de l'arrêté royal susmentionné du 21 avril 1977, la disposition suivante est insérée :

« 5. lorsque le délai pour lequel la reconnaissance a été octroyée prend fin. »

Art. 11. A l'article 4 de l'arrêté royal susmentionné du 21 avril 1977, les dispositions suivantes sont insérées après le point B :

« C. La reconnaissance d'un ouvrier portuaire du contingent complémentaire prend automatiquement fin lorsque le contrat de travail qui a été conclu entre lui et l'employeur ressortissant à la Sous-commission paritaire cesse d'être en vigueur. »

« D. La Sous-commission paritaire peut retirer en plus la reconnaissance comme ouvrier portuaire du contingent complémentaire lorsque le travailleur intéressé s'est rendu coupable d'une faute grave, de sorte que la collaboration ultérieure entre lui-même et le port dans son ensemble devient immédiatement et définitivement impossible. »

Art. 12. Dans l'arrêté royal susmentionné du 21 avril 1977, est inséré un nouvel article 4bis, libellé comme suit :

« Article 4bis. La reconnaissance comme ouvrier portuaire du contingent général peut être suspendue par la commission administrative instaurée suite à l'article 4.A. du présent arrêté :

1. chaque fois qu'une enquête administrative l'exige dans le cadre d'une procédure de retrait de la reconnaissance comme ouvrier portuaire;

2. lorsque l'ouvrier portuaire demande à être temporairement dispensé du travail portuaire;

3. pour des raisons médicales.

Art. 13. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} mai 1999.

Art. 14. Notre Ministre de L'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969;

Loi du 8 juin 1972, *Moniteur belge* du 10 août 1974;

Arrêté royal du 12 août 1974, *Moniteur belge* du 10 septembre 1974;

Arrêté royal du 21 avril 1977, *Moniteur belge* du 10 juin 1977.

Art. 9. In artikel 4, B, van het hogervermelde koninklijk besluit van 21 april 1977 wordt de eerste zin vervangen door de volgende bepaling :

« B. De erkenning als havenarbeider van het algemeen of het aanvullend contingent vervalt automatisch : »

Art. 10. In fine van artikel 4, B, van het hogervermelde koninklijk besluit van 21 april 1977 wordt volgende bepaling ingevoegd :

« 5. Bij het verstrijken van de termijn waarvoor de erkenning verleend werd. »

Art. 11. In artikel 4 van het hogervermelde koninklijk besluit van 21 april 1977, worden na punt B. volgende bepalingen ingevoegd :

« C. De erkenning van een havenarbeider van het aanvullend contingent vervalt automatisch wanneer een einde komt aan de arbeidsovereenkomst die gesloten werd tussen hem en de werkgever die ressorteert onder het Paritair Subcomité. »

« D. Het Paritair Subcomité kan daarenboven de erkenning als havenarbeider van het aanvullend contingent intrekken wanneer de betrokken werknemer zich schuldig heeft gemaakt aan een ernstige tekortkoming waardoor de verdere samenwerking tussen hemzelf en het havenbedrijf in zijn geheel onmiddellijk en definitief onmogelijk wordt. »

Art. 12. In het hogervermelde koninklijk besluit van 21 april 1977 wordt een nieuw artikel 4bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 4bis. De erkenning als havenarbeider van het algemeen contingent kan geschorst worden door de administratieve commissie opgericht ingevolge artikel 4.A. van dit besluit :

1. telkens een administratief onderzoek dit vereist in het kader van een procedure tot intrekking van de erkenning als havenarbeider;

2. wanneer de havenarbeider om een tijdelijke afwezigheid uit het havenbedrijf verzoekt;

3. om medische redenen.

Art. 13. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 mei 1999.

Art. 14. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

—
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969;

Wet van 8 juni 1972, *Belgisch Staatsblad* van 10 augustus 1974;

Koninklijk besluit van 12 augustus 1974, *Belgisch Staatsblad* van 10 september 1974;

Koninklijk besluit van 21 april 1977, *Belgisch Staatsblad* 10 juni 1977.

F. 99 — 2623

[C — 99/12335]

4 JUIN 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 17 mai 1977 relatif aux conditions et aux modalités de la reconnaissance des ouvriers portuaires dans la zone portuaire de Zeebrugge (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28 et 49, premier alinéa;

Vu la loi du 8 juin 1972 sur le travail portuaire, notamment l'article 3;

Vu l'arrêté royal du 12 août 1974 instituant et fixant la dénomination et la compétence des sous-commissions paritaires des ports et fixant leur nombre de membres, tel que modifié dernièrement par l'arrêté royal du 15 juin 1998, notamment l'article 2, A;

N. 99 — 2623

[C — 99/12335]

4 JUNI 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 mei 1977 betreffende de voorwaarden en modaliteiten van de erkenning van havenarbeiders in het havengebied van Zeebrugge (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 38 en 49, eerste lid;

Gelet op de wet van 8 juni 1972 betreffende de havenarbeid, inzonderheid op het artikel 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1974 tot oprichting en tot vaststelling van de benaming en van de bevoegdheid van paritaire subcomités voor het havenbedrijf en tot vaststelling van het aantal leden ervan, zoals laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juni 1998, inzonderheid op artikel 2, A;

Vu l'arrêté royal du 17 mai 1977 relatif aux conditions et aux modalités de la reconnaissance des ouvriers portuaires dans la zone portuaire de Zeebrugge, tel que modifié par les arrêtés royaux du 16 juillet 1987 et du 25 avril 1989;

Vu l'avis de la Commission paritaire des ports donné le 24 février 1999;

Vu l'avis de la Sous-commission paritaire pour la zone portuaire de Zeebrugge donné le 12 avril 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Considérant que la loi du 8 juin 1972 organisant le travail portuaire a pour but d'aboutir à une gestion moderne et rationnelle des ports, que ce but est réalisé entre autres en faisant effectuer le travail portuaire par des travailleurs formés à cet effet, que l'on peut constater que des activités de plus en plus diversifiées sont effectuées dans les ports, à cause de l'évolution rapide dans le secteur du transport, que les activités visées peuvent attirer des flux de marchandises et appuyer ou générer de cette façon du travail portuaire supplémentaire, qu'une adaptation s'impose dans la procédure de reconnaissance de certains ouvriers portuaires;

Considérant que, dans ces circonstances, il est indispensable, dans l'intérêt d'une gestion moderne et rationnelle des ports, de prendre immédiatement des mesures pour répartir les ouvriers portuaires reconnus dans deux registres, d'une part pour permettre que des conditions de travail et de rémunération particulières soient fixées par convention collective de travail, d'autre part pour améliorer ou au moins pour maintenir le taux d'emploi général dans le port;

Considérant qu'il faut prendre ces mesures sans délai afin de maintenir la sécurité juridique et pour éviter que la paix sociale soit perturbée;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté royal du 17 mai 1977 relatif aux conditions et aux modalités de la reconnaissance des ouvriers portuaires dans la zone portuaire de Zeebrugge, tel que modifié par l'arrêté royal du 16 juillet 1977, un nouvel article 1bis, libellé comme suit, est inséré :

« Article 1bis. Les ouvriers portuaires sont répartis, soit dans le 'contingent général', soit dans le 'contingent complémentaire' »

Art. 2. L'article 3 de l'arrêté royal susmentionné du 17 mai 1977, tel que modifié par l'arrêté royal du 25 avril 1989, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 3. § 1. Pour la reconnaissance comme ouvrier portuaire dans le contingent général, le travailleur qui remplit les conditions suivantes entre en considération :

1° être de bonnes conduites et mœurs;

2° être apte médicalement;

3° posséder une connaissance suffisante du langage professionnel pour pouvoir comprendre tous les ordres et les instructions concernant le travail à effectuer;

4° avoir suivi les cours préparatoires de sécurité du travail;

5° avoir réussi les tests psychotechniques;

6° n'avoir pas fait antérieurement, l'objet d'une mesure de retrait de reconnaissance comme ouvrier portuaire pour un des motifs prévus à l'article 5.

§ 2. La Sous-commission paritaire décide de la reconnaissance en tenant compte des besoins de main-d'œuvre dans le contingent général et le contingent complémentaire.

§ 3. La demande de reconnaissance est introduite auprès de la Sous-commission paritaire et examinée par celle-ci.

§ 4. Sans préjudice des conditions valables pour la reconnaissance comme ouvrier portuaire du contingent général, les candidats pour la reconnaissance comme ouvrier portuaire du contingent complémentaire, doivent remplir les conditions spécifiques posées par l'employeur, ressortissant à la sous-commission paritaire, qui propose un contrat de travail ».

Gelet op het koninklijk besluit van 17 mei 1977 betreffende de voorwaarden en modaliteiten van de erkenning van havenarbeiders in het havengebied van Zeebrugge, zoals gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 juli 1987 en 25 april 1989;

Gelet op het advies van het Paritair Comité voor het Havenbedrijf gegeven op 24 februari 1999;

Gelet op het advies van het Paritair subcomité voor het havengebied van Zeebrugge gegeven op 12 april 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Overwegende dat de wet van 8 juni 1972 betreffende de havenarbeid tot doel heeft te komen tot een modern en rationeel beheer van de havens, dat deze doelstelling ondermeer gerealiseerd wordt door havenarbeid te laten verrichten door werknemers die daartoe werden opgeleid, dat vastgesteld kan worden dat binnen de havengebieden, door de snelle evolutie in de sector van het vervoer, er steeds meer gediversifieerde activiteiten worden verricht, dat de bedoelde activiteiten goederenstromen kunnen aantrekken en op die wijze bijkomende havenarbeid kunnen ondersteunen of genereren, dat een aanpassing zich opdringt in de procedure tot erkenning van sommige havenarbeiders;

Overwegende dat in deze omstandigheden het dringend noodzakelijk is om, in het belang van een modern en rationeel beheer van de havens, onmiddellijk maatregelen te nemen om de erkende havenarbeiders in te delen in twee registers, enerzijds om het mogelijk te maken dat bijzondere loon- en arbeidsvoorwaarden worden bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomst, anderzijds om het algemeen tewerkstellingspeil binnen de haven te verbeteren of ten minste te vrijwaren;

Overwegende dat deze maatregelen onverwijld dienen genomen te worden ten einde de rechtszekerheid te handhaven en te vermijden dat verdere sociale onrust zou ontstaan;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het koninklijk besluit van 17 mei 1977 betreffende de voorwaarden en modaliteiten van de erkenning van havenarbeiders in het Zeebrugse havengebied, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 juli 1977, wordt een nieuw artikel 1bis ingevoegd luidend als volgt :

« Artikel 1bis. De havenarbeiders zijn ingedeeld, hetzij in het 'algemeen contingent', hetzij in het 'aanvullend contingent' ».

Art. 2. Artikel 3 van bovenvermeld koninklijk besluit van 17 mei 1977, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 april 1989, wordt door volgende bepalingen vervangen :

« Art. 3. § 1. Voor de erkenning als havenarbeiders van het algemeen contingent, komt in aanmerking, de werknemer die aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° van goed gedrag en zeden zijn;

2° medisch geschikt zijn;

3° voldoende professionele taalkennis bezitten om alle bevelen en onderrichtingen in verband met het uit te voeren werk te kunnen verstaan;

4° de voorbereidingslessen tot veilig werken met vrucht hebben gevolgd;

5° geslaagd zijn in de psychotechnische proeven;

6° in het verleden niet het voorwerp zijn geweest van een maatregel van intrekking van erkenning van havenarbeider voor één van de redenen voorzien in artikel 5.

§ 2. Het Paritair Subcomité beslist over de erkenning, rekening gehouden met de behoefte aan arbeidskrachten in het algemeen contingent en in het aanvullend contingent.

§ 3. De aanvraag om erkenning wordt ingediend bij en onderzocht door het Paritair Subcomité.

§ 4. Onverminderd de voorwaarden die gelden voor de erkenning als havenarbeider van het algemeen contingent, dienen de gegadigden voor de erkenning als havenarbeider van het aanvullend contingent, te voldoen aan de specifieke voorwaarden die gesteld worden door de werkgever, ressorterende onder het Paritair Subcomité, die een arbeidsovereenkomst voorstelt ».

Art. 3. L'article 4 de l'arrêté royal susmentionné du 17 mai 1977 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 4. En cas de manque périodique d'ouvriers portuaires reconnus, constaté par la Sous-commission paritaire, le travailleur qui n'est pas détenteur d'une carte de reconnaissance d'ouvrier portuaire, peut être embauché à titre exceptionnel, pour autant qu'il satisfasse aux conditions prévues à l'article 3, § 1^{er}, points 1° à 4° et 6°. Il obtient dans ce cas une carte de reconnaissance prévue pour une certaine période de validité ».

Art. 4. A l'article 5 de l'arrêté royal susmentionné du 17 mai 1977, le premier alinéa est remplacé comme suit :

« § 1^{er}. La Sous-commission paritaire peut retirer la reconnaissance d'ouvrier portuaire du contingent général ».

Art. 5. A la fin de l'article 5 de l'arrêté royal susmentionné du 17 mai 1977, un nouveau § 2, libellé comme suit, est inséré :

« § 2. La Sous-commission paritaire peut retirer en plus la reconnaissance d'ouvrier portuaire du contingent complémentaire, lorsque l'intéressé a commis une faute grave, de sorte que la collaboration ultérieure entre lui-même et le port dans son ensemble devient immédiatement et définitivement impossible ».

Art. 6. L'article 5bis de l'arrêté royal susmentionné du 17 mai 1977, tel qu'inséré par l'arrêté royal du 16 juillet 1987, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5bis. La reconnaissance comme ouvrier portuaire du contingent général peut être suspendue par la Sous-commission paritaire :

- 1° si une enquête administrative l'exige,
- 2° si un ouvrier portuaire reconnu demande à être temporairement dispensé du travail portuaire,
- 3° si l'ouvrier portuaire reconnu est déclaré temporairement inapte au travail portuaire par le service de médecine du travail ».

Art. 7. L'article 5ter de l'arrêté royal susmentionné du 17 mai 1977, tel qu'inséré par l'arrêté royal du 16 juillet 1987, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5ter. § 1^{er}. La reconnaissance comme ouvrier portuaire prend fin :

- 1° lorsque l'ouvrier portuaire reconnu renonce explicitement ou de fait à sa reconnaissance;
- 2° en cas de décès de l'ouvrier portuaire reconnu;
- 3° lorsque l'intéressé atteint l'âge de la pension;

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} mai 1999.

Art. 9. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

- Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.
- Loi du 8 juin 1972, *Moniteur belge* du 10 août 1974.
- Arrêté royal du 12 août 1974, *Moniteur belge* du 10 septembre 1974.
- Arrêté royal du 17 mai 1977, *Moniteur belge* du 13 juillet 1977.
- Arrêté royal du 16 juillet 1987, *Moniteur belge* du 13 août 1987.
- Arrêté royal du 25 avril 1989, *Moniteur belge* du 23 mai 1989.

Art. 3. Artikel 4 van het hogervermeld koninklijk besluit van 17 mei 1977 wordt vervangen door volgende bepalingen :

« Art. 4. In geval van periodiek tekort aan erkende havenarbeiders, vastgesteld door het Paritair Subcomité, mag de werknemer, die geen erkenningskaart van havenarbeider heeft, bij wijze van uitzondering voor havenarbeid worden aangeworven mits hij voldoet aan de voorwaarden die in artikel 3, § 1, punten 1° tot 4° en 6°, bepaald zijn. Hij bekomt in dit geval een erkenningskaart voorzien voor een bepaalde geldigheidsperiode ».

Art. 4. In artikel 5 van het hogervermeld koninklijk besluit van 17 mei 1977 wordt het eerste lid als volgt vervangen :

« § 1. Het Paritair Subcomité kan de erkenning als havenarbeider van het algemeen contingent intrekken ».

Art. 5. In fine van artikel 5 van het hogervermeld koninklijk besluit van 17 mei 1977 wordt een nieuwe § 2 ingevoegd luidend als volgt :

« § 2. Het Paritair Subcomité kan daarenboven de erkenning als havenarbeider van het aanvullend contingent intrekken, wanneer belanghebbende zich schuldig heeft gemaakt aan een ernstige tekortkoming, waardoor de verdere samenwerking tussen hemzelf en het havenbedrijf in zijn geheel onmiddellijk en definitief onmogelijk wordt ».

Art. 6. Artikel 5bis van het hogervermeld koninklijk besluit van 17 mei 1977, zoals ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 juli 1987, wordt door volgende bepaling vervangen :

« Art. 5bis. De erkenning als havenarbeider van het algemeen contingent kan geschorst worden door het Paritair Subcomité :

- 1° ingeval een administratief onderzoek zulks vereist,
- 2° wanneer de erkende havenarbeider om een tijdelijke afwezigheid uit het havenbedrijf verzoekt,
- 3° wanneer de erkende havenarbeider door de arbeidsgeneeskundige dienst voor havenarbeid tijdelijk medisch ongeschikt wordt verklaard. »

Art. 7. Artikel 5ter van het hogervermeld koninklijk besluit van 17 mei 1977 zoals ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 juli 1987 wordt door volgende bepaling vervangen :

« Art. 5ter. § 1. De erkenning als havenarbeider van het algemeen contingent vervalt :

- 1° wanneer de erkende havenarbeider uitdrukkelijk of feitelijk afstand doet van zijn erkenning;
- 2° bij het overlijden van de erkende havenarbeider;
- 3° bij het bereiken van de pensioengerechtigde leeftijd;

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 mei 1999.

Art. 9. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

—
Nota

- (1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
- Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.
- Wet van 8 juni 1972, *Belgisch Staatsblad* van 10 augustus 1974.
- Koninklijk besluit van 12 augustus 1974, *Belgisch Staatsblad* van 10 september 1974.
- Koninklijk besluit van 17 mei 1977, *Belgisch Staatsblad* van 13 juli 1977.
- Koninklijk besluit van 16 juli 1987, *Belgisch Staatsblad* 13 augustus 1987.
- Koninklijk besluit van 25 april 1989, *Belgisch Staatsblad* van 23 mei 1989.